

# **Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction**

19 novembre 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Douzième Assemblée**  
**Genève, 3-7 décembre 2012**  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire  
**Examen de l'état et du fonctionnement**  
**d'ensemble de la Convention**

## **Réalisation des objectifs du Plan d'action de Carthagène: rapport intérimaire de Genève, 2011-2012**

**Soumis par le Président désigné de la douzième Assemblée  
des États Parties\***

### **Deuxième partie** **Nettoyage des zones minées, assistance aux victimes**

#### **III. Nettoyage des zones minées**

1. Le rapport intérimaire de Phnom Penh indiquait qu'au 2 décembre 2011, 36 États parties avaient annoncé officiellement qu'ils devaient s'acquitter de l'obligation énoncée au paragraphe 1 de l'article 5 de la Convention. Le rapport indiquait également que deux États parties s'ajoutant aux 36 précédents (l'Allemagne et la Hongrie) signalaient qu'ils soupçonnaient la présence de mines antipersonnel dans des zones se trouvant sous leur juridiction ou sous leur contrôle.

2. Depuis la onzième Assemblée des États parties, [quatre] États parties (Danemark, Guinée-Bissau, Jordanie et [Ouganda]) ont indiqué avoir achevé la mise en œuvre de leurs obligations au titre de l'article 5. Le Danemark s'est heurté à des difficultés pour traiter 186 ha d'une zone se trouvant sur la péninsule de Skallingen où la présence de mines était avérée ou soupçonnée car la péninsule est une zone protégée internationalement reconnue en raison de son importance pour l'environnement. Pour s'acquitter de ses obligations au titre de l'article 5, la Guinée-Bissau a nettoyé ou pris d'autres mesures pour déclarer sûres des zones couvrant 6,5 millions de m<sup>2</sup> où la présence de mines antipersonnel était avérée ou soupçonnée et détruit 3 973 mines antipersonnel, 364 autres mines et 331 591 autres restes explosifs de guerre. De son côté, la Jordanie a nettoyé plus de 60 millions de m<sup>2</sup> de zones où la présence de mines était avérée ou soupçonnée, et ces zones ont ensuite été utilisées

---

\* Document soumis après la date limite pour permettre aux États parties de communiquer des renseignements complets sur leurs activités.

dans le cadre de grands projets de développement portant notamment sur l'agriculture, le tourisme et les pèlerinages. [...]

3. En outre, depuis la onzième Assemblée des États parties, l'Allemagne a annoncé officiellement que l'ancien site d'entraînement militaire de Wittstock, dans l'État de Brandebourg, est soupçonné de contenir des mines antipersonnel. De la même façon, la Hongrie a indiqué officiellement que la présence de mines antipersonnel était soupçonnée sur une partie de sa frontière avec la Croatie, entre les villes de Matty et Kölked. De même, un État partie (le Burundi) qui avait indiqué lors de la onzième Assemblée des États parties qu'il avait achevé la mise en œuvre de ses obligations au titre de l'article 5 a ensuite officiellement signalé 163 zones sous sa juridiction ou sous son contrôle où la présence de mines antipersonnel est soupçonnée.

4. À ce jour, [35] États parties ont indiqué officiellement avoir à s'acquitter de l'obligation énoncée au paragraphe 1 de l'article 5 de la Convention: Afghanistan, Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Hongrie, Iraq, Mauritanie, Mozambique, Pérou, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Serbie, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen et Zimbabwe. En outre, le 23 mai 2012, le Niger a informé le Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux risques présentés par les mines et les techniques de lutte antimines de l'existence sur son territoire d'une zone, d'une superficie totale de 2 400 m<sup>2</sup>, où la présence de mines est avérée. Il a également été rappelé que le Soudan du Sud avait informé la onzième Assemblée des États parties de l'existence sur son territoire de zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée. La Somalie, où la Convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2012, a également clairement indiqué qu'elle devrait s'acquitter des obligations énoncées à l'article 5.

5. Au Sommet de Carthagène, il a été convenu que les États parties qui avaient bénéficié d'une prolongation du délai initial prévu à l'article 5 achèveraient la mise en œuvre de l'article 5 dès que possible, sans dépasser le nouveau délai qui leur avait été accordé, progresseraient vers les résultats spécifiés dans les engagements formulés dans leur demande de prolongation et dans les décisions prises concernant ces demandes, et feraient régulièrement rapport sur leurs progrès<sup>1</sup>. Depuis la onzième Assemblée des États parties, les États parties qui ont obtenu une prolongation de leur délai ont poursuivi les efforts qu'ils déployaient afin de respecter les engagements pris au Sommet de Carthagène.

6. Le nouveau délai prescrit pour l'Algérie arrive à échéance le 1<sup>er</sup> avril 2017. Dans sa demande de prolongation, l'Algérie s'est engagée à traiter en 2012 des zones situées le long de ses frontières occidentales, soit: six zones minées couvrant une superficie totale de 130 650 m<sup>2</sup> dans la province de Tiemcen, ainsi qu'une zone minée couvrant une superficie de 650 000 m<sup>2</sup> dans la province de Naama, où les opérations de déminage vont commencer. L'Algérie s'est également engagée à traiter les zones suivantes situées le long de ses frontières orientales: une zone minée couvrant une superficie totale de 840 000 m<sup>2</sup> dans la province d'El-Taref, deux zones minées couvrant une superficie totale de 900 000 m<sup>2</sup> dans la province de Souk Ahras, et une zone minée couvrant une superficie totale de 820 000 m<sup>2</sup> dans la province de Tébessa. L'Algérie a également indiqué dans sa demande de prolongation qu'elle prévoyait de prendre des mesures dans les zones suivantes avant la fin 2014: le long des frontières occidentales, achever les opérations menées dans la province de Tiemcen et poursuivre le travail entrepris dans la province de Naama; le long des frontières orientales, dans la province d'El-Taref, achever les opérations dans les communes d'El-Taref, Zitouna, Ain-El Karma, Bouhadjar, Oued Zitoun, Echatt et Ben Mehidi, et

---

<sup>1</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 13.

commencer le nettoyage à Besbes; dans la province de Souk Ahras, achever les opérations dans les communes de Ouilène, Taoura, Sidi Fredj, El Machrouha et Souk Ahras, et lancer les travaux à Zarouria; dans la province de Tébessa, achever les travaux dans les communes d'El Kouif, Ain Zerga, El Meridj, Ouenza et commencer les opérations à Tébessa.

7. Le nouveau délai prescrit pour l'Argentine arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2012. L'Argentine a indiqué dans sa demande qu'elle n'exerçait aucun contrôle territorial sur les espaces à déminer et que le plan qu'elle avait soumis dans le cadre de cette demande avait donc un caractère «schématique». Elle a fait remarquer que ce plan serait élaboré de manière détaillée et appliqué dès qu'elle exercerait effectivement un contrôle sur les zones en question ou lorsqu'elle parviendrait à trouver un accord avec le Royaume-Uni pour progresser dans cette planification. Depuis la onzième Assemblée des États parties, il n'y a eu aucun changement concernant l'exercice d'un contrôle sur les zones en question.

8. Le nouveau délai prescrit pour la Bosnie-Herzégovine arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2019. En 2012, la Bosnie-Herzégovine a signalé qu'il restait au total 1 312 km<sup>2</sup> de «zones où la présence de mines est soupçonnée», y compris 289 km<sup>2</sup> de zones où le risque de mines est avéré. La Bosnie-Herzégovine a également indiqué que son plan stratégique pour 2009-2019 est actuellement examiné et que, selon des estimations, la «zone où la présence de mines est soupçonnée» sera réduite de 440 km<sup>2</sup> avant la fin 2014. La Bosnie-Herzégovine a également indiqué qu'elle prenait du retard et ne serait pas en mesure de s'acquitter de l'ensemble de ses obligations avant la date butoir du 1<sup>er</sup> mars 2019 comme elle l'avait prévu, essentiellement en raison d'un manque de fonds.

9. Le nouveau délai prescrit pour le Cambodge arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le Cambodge s'est engagé, dans sa demande, à nettoyer au total, en 2010 et 2011, 79 588 349 m<sup>2</sup> pollués par des mines antipersonnel et à nettoyer 40 991 940 m<sup>2</sup> supplémentaires en 2012. Il a fait savoir qu'en 2010 et 2011 il avait rouvert à l'occupation et à l'exploitation (par des techniques de déminage ou autres) 142 836 640 m<sup>2</sup> de terres polluées par des mines antipersonnel et/ou antivéhicule ou d'autres restes explosifs de guerre. Toujours dans sa demande, le Cambodge a indiqué qu'il estimait qu'il lui restait à nettoyer complètement 648,8 km<sup>2</sup> – s'étendant sur 122 districts – de terres polluées par des mines antipersonnel et qu'avant la fin 2012 l'étude de base réalisée pour déterminer de nouveaux critères de référence serait achevée. En décembre 2011, cette étude de base était achevée dans 67 districts et devait être finalisée dans d'autres districts avant la fin 2012 mais, en mai 2012, le Cambodge avait annoncé qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires pour réaliser l'étude dans 15 districts. Le Cambodge a également annoncé que l'étude de base avait jusque-là permis de définir 11 024 zones représentant une superficie totale de 966 853 922 m<sup>2</sup>, où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée. Dans sa demande de prolongation, le Cambodge a prévu de rouvrir environ 83 millions de m<sup>2</sup> de terres en 2013-2014.

10. Le nouveau délai prescrit pour le Tchad arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ce dernier s'est engagé, dans sa demande, à mener des opérations de reconnaissance ainsi qu'une enquête technique pour évaluer l'ampleur du problème posé par les mines dans l'ensemble du pays (à l'exclusion du Tibesti) et à déminer les zones à impact élevé où la présence de mines et de munitions non explosées est avérée, en particulier celles où les démineurs ont commencé à travailler; à créer une nouvelle section de déminage ou à se doter de moyens mécanisés afin de reprendre, au cours des cinq prochaines années, les opérations de déminage entreprises sur le champ de mines ceinturant la base de Ouadi Doum dans quatre zones couvrant au total 4 millions de m<sup>2</sup>; à mettre à jour sa base de données sur une période de deux ans environ; une fois les travaux de reconnaissance achevés, à procéder au déminage des zones où la présence de mines et de munitions non explosées est avérée, et à reprendre les opérations entreprises dans le nord-est du pays. En 2012, le Tchad a signalé que la première phase de l'enquête technique avait été menée dans

quatre régions (N'Djamena, Sila, Salamat et Hadjer-Lamis) et dans la majeure partie de deux autres zones où la présence de mines est soupçonnée (Borkou et Ennedi). Le Tchad a indiqué que les opérations avaient permis de localiser au total 32 743 108 m<sup>2</sup> dans sept régions où la présence de mines est soupçonnée, de localiser et détruire 1 298 mines antipersonnel et 1 261 mines antivéhicule et de nettoyer 1 027 506 m<sup>2</sup>. Le Tchad a également indiqué que la deuxième phase de l'enquête technique, qui devait démarrer en septembre 2011, n'avait toujours pas débuté en mai 2012. Le Tchad a rappelé que lorsqu'il avait présenté sa demande de prolongation de trois ans, il était prévu de consacrer trois ans à définir avec précision les tâches restant à accomplir et qu'un retard de douze mois dans le lancement des activités d'enquête et de déminage avait réduit cette période à deux ans. Le Tchad a signalé son intention de présenter à la douzième Assemblée des États parties un plan d'action révisé fondé sur les résultats de l'enquête technique.

11. Le nouveau délai prescrit pour le Chili arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2020. Le Chili s'est engagé, dans sa demande, à nettoyer au total 19 zones minées en 2011 et à en certifier 23 «libres de mines», traitant ainsi 3 100 836 m<sup>2</sup> au total et détruisant 10 325 mines antipersonnel et 6 694 mines antichar, et à déminer et certifier libres de mines en 2012 24 zones minées au total, couvrant une superficie de 1 584 512 m<sup>2</sup> et à détruire 13 270 mines antipersonnel et 8 380 mines antichar. En mai 2012, le Chili a annoncé que 27,85 % d'un total de 181 814 mines avait été détruit, dont 9 785 depuis juin 2011. Le Chili a également indiqué que 30,45 % des 23 207 281 m<sup>2</sup> de la surface totale à traiter initialement a été nettoyée, ce qui a permis la réouverture de 7 066 487 m<sup>2</sup> de terres. Le Chili prévoit de rouvrir 45 zones supplémentaires couvrant une superficie totale de 5 607 729 m<sup>2</sup> entre la douzième Assemblée des États parties et la fin 2014 et de détruire 25 285 mines antipersonnel<sup>2</sup>.

12. Le nouveau délai prescrit pour la Colombie arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2021. La Colombie s'est engagée, dans sa demande, à rouvrir à l'occupation et à l'exploitation, en 2011 et en 2012, une surface totale de 1 440 000 m<sup>2</sup> par des études non techniques et de nettoyer 960 000 m<sup>2</sup>. La Colombie a signalé que 13 des 14 communes devant faire l'objet d'une intervention durant la période 2011-2013 avaient reçu une aide dans une certaine mesure, et que 374 000 m<sup>2</sup> au total ont été nettoyés et 203 dispositifs explosifs détruits. La commune de San Carlos, qui a été déclarée en mars 2012 première commune débarrassée du soupçon de la présence de mines antipersonnel après trois ans d'activités ayant abouti au nettoyage de 155 426 m<sup>2</sup> et à la destruction de 69 dispositifs explosifs, est l'une d'elles. La Colombie prévoit qu'avant la fin 2014, [...] m<sup>2</sup> supplémentaires seront rouverts à l'occupation et à l'exploitation grâce à des moyens non techniques et [...] m<sup>2</sup> grâce au nettoyage, les opérations étant terminées dans les communes de Granada (Antioquia), San Francisco (Antioquia), Samaná (Caldas), San Vicente de Chucurí (Santander), Carmen de Chucurí (Santander) et Zambrano (Bolívar).

13. Dans sa demande de prolongation au titre de l'article 5, la Colombie s'est engagée à mettre au point et à appliquer des méthodes plus efficaces pour déterminer l'emplacement et la surface des zones dont on soupçonne qu'elles sont dangereuses dans les communautés où cela serait possible. À cet égard, la Colombie a indiqué qu'elle avait entrepris un vaste travail de remise en ordre de sa base de données, à l'issue duquel il s'avère que 618 municipalités sont contaminées à un certain degré et que 32 communes auparavant considérées comme contaminées en ont été retirées. La base de données contient maintenant 19 199 fiches, dont 18 309 doivent encore être traitées. La Colombie s'est en outre engagée, dans sa demande de prolongation, à présenter à la treizième Assemblée des États parties un plan d'exécution révisé qui fera apparaître plus clairement et de manière

---

<sup>2</sup> Ce résumé des progrès prévus par le Chili est fondé sur les informations figurant dans l'annexe 3 de la demande de prolongation du Chili.

plus étayée la position géographique et la nature de la contamination et qui comprendra des projections annuelles révisées indiquant quelles zones seraient traitées et quand et comment elles le seront. La Colombie a indiqué qu'elle se préparait à soumettre le plan demandé.

14. Le nouveau délai prescrit pour le Congo arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

15. Le nouveau délai prescrit pour la Croatie arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2019. La Croatie a indiqué, lors de la réunion tenue par le Comité permanent sur le déminage en mai 2012, qu'il restait, à la fin 2011, 745 km<sup>2</sup> à nettoyer ou à reclasser comme non dangereux à la suite d'enquêtes afin de les rouvrir à l'occupation et à l'exploitation par les populations civiles. La Croatie a également indiqué qu'au cours des quatre premiers mois de 2012, les zones où la présence de mines était soupçonnée ont été réduites de 17 902 180 m<sup>2</sup>, 11 939 684 m<sup>2</sup> ont été nettoyés et 5 962 494 ont été reclassés comme non dangereux à l'issue d'une enquête générale. La Croatie prévoit qu'entre la douzième Assemblée des États parties et la fin 2014, elle rouvrira 242 km<sup>2</sup> supplémentaires, dont 92 km<sup>2</sup> par le biais du nettoyage, 100 km<sup>2</sup> par des moyens techniques et 50 km<sup>2</sup> à l'issue d'une enquête générale<sup>3</sup>. De plus, la Croatie prévoit qu'à la fin 2013 elle aura complètement écarté des terres agricoles la menace que font peser les mines.

16. Le nouveau délai prescrit pour la République démocratique du Congo arrive à échéance le 1<sup>er</sup> novembre 2012. Dans sa demande, la République démocratique du Congo s'est engagée à effectuer des enquêtes dans les 70 zones se trouvant sur son territoire où la présence de mines antipersonnel est soupçonnée, ce travail devant s'achever à la fin 2014. Elle s'est en outre engagée à procéder au déminage de 12 zones où la présence de mines antipersonnel est avérée. Lors de la réunion de mai 2012 du Comité permanent sur le déminage, la République démocratique du Congo a indiqué que 10 de ces 12 zones étaient désormais nettoyées et que 340 322,77 m<sup>2</sup> au total ont été déminés. La République démocratique du Congo a également indiqué que 12 zones supplémentaires où la présence de mines est soupçonnée ou avérée ont été définies au terme d'enquêtes techniques et non techniques.

17. Le nouveau délai prescrit pour l'Équateur arrive à échéance le 1<sup>er</sup> octobre 2017. L'Équateur a indiqué qu'à la fin 2011, 42 zones où la présence de mines est avérée, couvrant une superficie totale de 1 880 859,50 m<sup>2</sup>, restaient à traiter. En octobre 2012, l'Équateur a annoncé à l'Unité d'appui à l'application que jusque-là, 16 des 42 zones minées avaient été nettoyées et qu'il en restait 26 à traiter. Il a également indiqué qu'à la fin 2014, il prévoyait que [...] de ces 26 zones, couvrant une superficie totale de [...] m<sup>2</sup> auront été traitées. L'Équateur a également fait savoir qu'il était en bonne voie pour s'acquitter complètement de ses obligations à l'expiration du délai le 1<sup>er</sup> octobre 2017.

18. Le nouveau délai prescrit pour l'Érythrée arrive à échéance le 1<sup>er</sup> février 2015. L'Érythrée s'est engagée dans sa demande à mener d'ici mars 2014, des enquêtes techniques et non techniques et à résoudre les problèmes relatifs aux données afin d'évaluer avec précision la tâche restant à accomplir, tout en poursuivant son travail de déminage. En 2012, l'Érythrée a signalé que 152 des 751 zones où la présence de mines était avérée, recensées à l'issue d'une enquête sur l'impact des mines menée dans le pays, sont désormais rouvertes grâce à des opérations de nettoyage et à des enquêtes techniques, et qu'il reste 599 zones minées à traiter. L'Érythrée a également déclaré qu'au cours du premier trimestre de 2012, plus de 16 km<sup>2</sup> ont été rouverts dont 33 zones couvrant une superficie totale de 3 227 860 m<sup>2</sup> qui ont fait l'objet d'opérations de nettoyage, et 31 zones couvrant 12 850 318 m<sup>2</sup> qui ont été contrôlées au moyen d'enquêtes non techniques. L'Érythrée a également indiqué que 82 km<sup>2</sup> doivent encore faire l'objet d'une enquête.

<sup>3</sup> Ce résumé des progrès prévus pour la Croatie est fondé sur les informations figurant dans la section 17 de la demande de prolongation de la Croatie de 2008.

19. Le nouveau délai prescrit pour la Mauritanie arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Dans sa demande, la Mauritanie s'est engagée à rouvrir en 2012 six zones couvrant une superficie totale de 11 696 000 m<sup>2</sup>. À la réunion de mai 2012 du Comité permanent sur le déminage, la Mauritanie a indiqué qu'elle avait rouvert 26 080 854 m<sup>2</sup>, soit plus du double de la surface prévue en grande partie grâce au recours à des enquêtes non techniques qui ont permis de déclasser comme non dangereuses des zones où la présence de mines était soupçonnée, notamment dans la région de Guemgoum. Il reste 14 zones minées à traiter en Mauritanie, dont sept, qui s'étendent sur une superficie totale de 3 925 000 m<sup>2</sup>, doivent être nettoyées et sept zones qui couvrent une superficie totale de 31 169 646 m<sup>2</sup> dans lesquelles la présence de mines antipersonnel est soupçonnée. La Mauritanie prévoit de traiter les sept zones minées avant la fin 2014 et d'effectuer avant la fin du premier semestre de 2013 une enquête dans les zones où la présence de mines est soupçonnée, si elle obtient les fonds nécessaires. La Mauritanie a également indiqué qu'elle était fermement déterminée à achever l'exécution de ses obligations avant l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

20. Le nouveau délai prescrit pour le Mozambique expire le 1<sup>er</sup> mars 2014. Lors de la réunion de mai 2012 du Comité permanent sur le déminage, le Mozambique a signalé qu'il restait 377 zones minées s'étendant sur une superficie totale de 16 042 136 m<sup>2</sup>, réparties dans 40 districts situés dans huit provinces (Niassa, Cabo Delgado, Tete, Manica, Sofala, Inhambane, Gaza et Maputo). Le Mozambique a également indiqué qu'il prévoyait de traiter 254 sites s'étendant sur une superficie totale de 8 039 314 m<sup>2</sup> avant la fin 2012, achevant ainsi l'exécution de ses obligations dans les provinces de Gaza, Cabo Delgado et Niassa, ainsi que dans 25 districts situés dans d'autres provinces. Le Mozambique a également signalé qu'il souhaitait rassembler en 2012 les fonds nécessaires pour achever l'exécution de ses obligations dans toutes les régions avant l'échéance du 1<sup>er</sup> mars 2014.

21. Le nouveau délai prescrit pour le Pérou expire le 1<sup>er</sup> mars 2017. Ce pays a indiqué qu'en 2011 et au cours des quatre premiers mois de 2012, il avait achevé le nettoyage de zones minées se trouvant autour de prisons de sécurité maximale et de bases de police, dans le cadre duquel un total de 12 536,5 m<sup>2</sup> ont été nettoyés et 3 897 mines antipersonnel et 5 munitions non explosées ont été détruites. Le Pérou a également signalé qu'il avait au cours de cette période nettoyé 44 851,83 m<sup>2</sup> et détruit 1 746 mines antipersonnel et 8 munitions non explosées à Chiqueiza, Cahuide, Pacahacutec, Huascar et Sanchez Rancho le long de sa frontière avec l'Équateur. En août 2012, le Pérou a indiqué à l'Unité d'appui à l'application que 18 zones où la présence de mines antipersonnel est avérée s'étendant sur une superficie totale de 307 111,91 m<sup>2</sup> doivent encore être traitées et qu'il espère pouvoir en nettoyer 10, couvrant une superficie totale de 133 383,33 m<sup>2</sup>, avant la fin 2014. Le Pérou a également indiqué qu'il était en bonne voie pour s'acquitter de ses obligations avant la date butoir du 1<sup>er</sup> mars 2017 mais qu'il était possible que des zones minées supplémentaires soient découvertes le long de sa frontière avec l'Équateur.

22. Le nouveau délai prescrit pour le Sénégal arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2016. Le Sénégal a signalé qu'il a défini en 2012 12 zones où la présence de mines antipersonnel est avérée, qui couvrent une superficie totale de 79 000 m<sup>2</sup> et qu'il reste 46 zones où la présence de mines antipersonnel est soupçonnée, couvrant une superficie totale de 3,5 millions de m<sup>2</sup>. Le Sénégal prévoit d'employer trois opérateurs, qui traiteront 750 000 m<sup>2</sup> par an, soit 3 millions de m<sup>2</sup> pendant les quatre ans précédant l'expiration du délai, le 1<sup>er</sup> mars 2016. Le Sénégal a indiqué qu'il prévoyait de traiter 15 zones avant la fin 2014. Il a signalé que l'achèvement de l'exécution de ses obligations le 1<sup>er</sup> mars 2016 au plus tard dépendrait des conditions de sécurité ainsi que de la possibilité de disposer de ressources financières suffisantes pour réaliser le travail de déminage.

23. Le nouveau délai prescrit pour le Tadjikistan arrive à échéance le 1<sup>er</sup> avril 2020. Le Tadjikistan a indiqué en 2012 qu'il restait sur son territoire 167 zones couvrant une superficie totale de 6,5 km<sup>2</sup> le long de la frontière avec l'Afghanistan et 31 zones couvrant

une superficie totale de 2,3 km<sup>2</sup> dans la région centrale, où la présence de mines était avérée. Le Tadjikistan a cependant indiqué que la plupart de ces zones ne sont pas délimitées précisément. Le Tadjikistan a également signalé que, sur une superficie totale actuellement estimée à 8,8 km<sup>2</sup> où la présence de mines est avérée, environ 4 km<sup>2</sup> auront été traités avant la fin 2014. Il a également fait savoir qu'il serait en mesure d'achever l'application de l'article 5 avant l'échéance du 1<sup>er</sup> avril 2020, pour autant que ses capacités et ses ressources restent au même niveau.

24. Le nouveau délai prescrit pour la Thaïlande arrive à échéance le 1<sup>er</sup> novembre 2018. La Thaïlande a indiqué dans sa demande que 1 202,25 km<sup>2</sup> où la présence de mines antipersonnel était avérée ou soupçonnée restaient à traiter. En 2012, la Thaïlande a indiqué que la superficie totale de la zone contaminée avait été réduite à 542,6 km<sup>2</sup>. Dans sa demande, la Thaïlande s'est engagée à élaborer des procédures normalisées de réduction des zones contaminées et à mettre en œuvre un nouveau plan national de déminage. En 2012, elle a signalé que ses méthodes de réouverture des terres étaient désormais utilisées à grande échelle pour la première fois et qu'elles avaient doublé la vitesse de réouverture à l'occupation ou à l'exploitation de ces zones. La Thaïlande a également indiqué qu'elle avait revu sa stratégie nationale de lutte antimines et qu'elle restait déterminée à faire tout son possible pour rouvrir l'ensemble des zones déminées avant l'expiration du délai le 1<sup>er</sup> novembre 2018. La Thaïlande a fait remarquer que la démarcation de ses frontières avec les pays voisins n'était pas achevée et que cela pouvait retarder les opérations de nettoyage. À cet égard, elle a indiqué qu'elle avait récemment conclu un accord avec le Cambodge pour que le Centre thaïlandais de lutte antimines et le Centre cambodgien de lutte antimines déminent les zones qui auront été désignées par les deux parties dans la zone démilitarisée provisoire.

25. Le nouveau délai prescrit pour le Royaume-Uni arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2019. Le Royaume-Uni a indiqué en mai 2012 que la deuxième phase de son programme pilote de réouverture des terres était achevée et que 3,71 km<sup>2</sup> de zone où la présence de mines était soupçonnée ont été rouverts et que 79 munitions non explosées ont été détectées et détruites lors de ces opérations. Le Royaume-Uni a également signalé la création d'un Suspect Hazardous Area Land Release Committee (SHALARC) (Comité pour la réouverture de terres dans des zones soupçonnées d'être dangereuses), dont le but est d'obtenir la participation des autorités locales et de la population dans cette entreprise, de mettre en place un mécanisme transparent afin de faire connaître la méthode et de susciter la confiance des acteurs locaux dans les procédures. Le Royaume-Uni a indiqué que la fin du programme a été marquée par la réouverture officielle d'un enclos ceint de murs en pierre datant du XIX<sup>e</sup> siècle, dont l'accès était interdit à la population locale depuis trente ans. Après le nettoyage, lors de la première phase, de quatre sites où la présence de mines était soupçonnée, 113 champs de mines argentins (contenant à la fois des mines antipersonnel et des mines antivéhicule) datant du conflit de 1982 restent à nettoyer.

26. Le nouveau délai prescrit pour le Venezuela arrive à échéance le 1<sup>er</sup> octobre 2014. Dans sa demande de prolongation, le Venezuela s'est engagé à traiter en 2012 une zone minée d'une superficie totale de 20 000 m<sup>2</sup>. Il a indiqué qu'il avait terminé en 2012 le nettoyage d'une zone minée s'étendant sur une superficie totale de 40 000 m<sup>2</sup> dans la zone de la base navale d'Isla Vapor et avait alors détruit 43 mines. Le Venezuela a également signalé le nettoyage de trois zones minées s'étendant sur une superficie totale de 40 000 m<sup>2</sup> et la destruction de 316 mines dans la zone de la base navale de Cararabo. En outre, le Venezuela a indiqué que trois zones minées couvrant une superficie totale de 20 000 m<sup>2</sup> et contenant 299 mines dans la zone de la base navale d'Atabapo ainsi que deux zones minées d'une superficie totale de 40 000 m<sup>2</sup> contenant 23 mines dans la zone de la base navale de Puerto Paez seront nettoyées en 2013.

27. Le nouveau délai prescrit pour le Yémen arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2015. Dans sa demande de prolongation, le Yémen a indiqué qu'il avait achevé en 2008 le déminage de 213 054 566,8 m<sup>2</sup> sur les 923 332 281 prévus au départ, que 133 146 458,1 m<sup>2</sup> avaient été déclarés sûrs, que le déminage de 363 902 887 m<sup>2</sup> était en cours et qu'il restait encore 213 228 369 m<sup>2</sup> à traiter. Dans les informations communiquées au titre des mesures de transparence en 2012, le Yémen a indiqué qu'au 31 mars 2012 le déminage de 504 673 393,8 m<sup>2</sup> sur 262 zones avait été achevé, que 190 zones couvrant une superficie totale de 148 271 783 m<sup>2</sup> avaient été déclarées sûres, que 22 zones couvrant une superficie totale de 70 126 785 m<sup>2</sup> étaient en cours de déminage, qu'il restait à traiter 111 zones s'étendant sur une superficie totale de 139 091 565 m<sup>2</sup> et que le déminage de 10 zones couvrant une superficie totale de 61 168 754 m<sup>2</sup> était suspendu.

28. Le nouveau délai prescrit pour le Zimbabwe arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Dans sa demande de prolongation, en 2010, le Zimbabwe a indiqué que, à l'issue d'un processus de deux ans consacré à la réalisation d'enquêtes, à l'organisation d'une formation complémentaire, à la consolidation des ressources et à la collecte des fonds, il soumettrait une nouvelle demande de prolongation présentant un plan clair et efficace pour éliminer définitivement tous les champs de mines restants. Dans la demande qu'il a présentée en 2012, le Zimbabwe indique qu'il reste au total 205,85 km<sup>2</sup> de zones où la présence de mines est avérée ou soupçonnée à nettoyer.

29. Au Sommet de Carthagène, il a été convenu que les États parties ayant signalé des zones minées sous leur juridiction ou leur contrôle feraient le maximum pour indiquer, s'ils ne l'avaient pas encore fait et dans la mesure du possible, les périmètres précis des emplacements, situés dans toutes les zones sous leur juridiction ou leur contrôle, dans lesquels la présence de mines était avérée ou soupçonnée, et communiquer ces renseignements<sup>4</sup>. Il a également été convenu que ces États parties feraient le maximum pour utiliser, partout où cela était nécessaire et en tant que de besoin, toutes les méthodes disponibles, en élaborant et en mettant en œuvre au niveau national des normes, politiques et procédures permettant la réouverture de terres par des moyens techniques et non techniques dont ils devraient rendre compte et qui seraient acceptables par les populations locales, y compris en associant les hommes et les femmes au processus d'acceptation, et que ces États parties communiqueraient des indications sur les zones déjà rouvertes, ventilées par moyen utilisé pour les rouvrir (déminage, étude technique, moyens non techniques)<sup>5</sup>. Il a en outre été convenu que les États parties en question feraient le maximum pour prendre entièrement à leur compte, au niveau national, les obligations découlant de l'article 5, en élaborant, appliquant et révisant régulièrement des stratégies nationales de lutte antimines et les politiques, plans, politiques budgétaires et cadres juridiques connexes, pour informer le Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux risques présentés par les mines et les techniques de lutte antimines des progrès réalisés dans leur mise en œuvre, et pour communiquer chaque année, conformément à l'article 7, des renseignements précis sur le nombre, l'emplacement et la superficie des zones minées, les difficultés techniques ou non techniques particulières anticipées et les plans établis pour déminer ou rouvrir ces zones d'une autre manière<sup>6</sup>. Depuis la onzième Assemblée des États parties, ces derniers ont poursuivi leurs efforts en vue de respecter les engagements qu'ils avaient pris au Sommet de Carthagène.

30. Le nouveau délai prescrit pour l'Afghanistan arrive à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2013. L'Afghanistan a indiqué dans la demande de prolongation qu'il a soumise en 2012 que, au 30 juin 2012, il restait encore 3 847 champs de mines antipersonnel, d'une superficie totale

---

<sup>4</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 14.

<sup>5</sup> Plan d'action de Carthagène, actions nos 15 et 17.

<sup>6</sup> Plan d'action de Carthagène, actions n°s 16 et 17.



de 289,4 km<sup>2</sup>, 1 266 champs de mines antichar, d'une superficie totale de 264,95 km<sup>2</sup>, et 155 zones contaminées par d'autres restes explosifs de guerre, d'une superficie totale de 41,91 km<sup>2</sup>. Dans sa demande, l'Afghanistan indique que les partenaires de mise en œuvre ont obtenu des fonds pour le nettoyage d'un certain nombre de zones contaminées au cours des mois suivants (599 champs de mines antipersonnel couvrant 31,48 km<sup>2</sup>, 169 champs de mines antichar couvrant 17,88 km<sup>2</sup> et 58 zones contaminées par d'autres restes explosifs de guerre couvrant 15,03 km<sup>2</sup>), et que certaines de ces zones ont commencé à être traitées. Dans sa demande, l'Afghanistan indique en outre que, compte tenu de la situation et pour être en mesure de s'acquitter de ses obligations au titre de l'article 5 au cours de la période de prolongation, il devra traiter 3 248 champs de mines antipersonnel couvrant 257,92 km<sup>2</sup>. En outre, l'Afghanistan devra traiter 1 097 champs de mines antichar couvrant 247,07 km<sup>2</sup>, et 97 zones contaminées par d'autres restes explosifs de guerre couvrant 26,88 km<sup>2</sup>. L'Afghanistan prévoit qu'entre la douzième Assemblée des États parties et la fin 2014, il effectuera des enquêtes dans 16 224 communautés, retirera des listes des zones dangereuses 1 412 zones supplémentaires et ouvrira 142,66 km<sup>2</sup> supplémentaires de zones dans lesquelles la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée<sup>7</sup>.

31. Le nouveau délai prescrit pour l'Angola arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'Angola a signalé dans sa demande de prolongation soumise en 2012 qu'il sait que 2 116 zones où la présence de mines antipersonnel est soupçonnée, couvrant 793 177 246,68 m<sup>2</sup> au total, doivent encore être traitées, mais que sa demande est fondée sur le fait qu'il n'a toujours pas une image exacte de la pollution par les mines terrestres dans le pays.

32. Le nouveau délai prescrit pour le Bhoutan arrive à échéance le 1<sup>er</sup> février 2016. Le Bhoutan a fait état, dans son rapport initial présenté au titre des mesures de transparence, de l'existence et de l'emplacement de deux zones minées dans les sous-districts de Gobarkunda et de Ngamglam (district de Samdrupjonkhar Dzongkhag), le long de la frontière sud, qui contiennent au total 50 mines antipersonnel MNM-14 et 53 mines antipersonnel M-16. Le Bhoutan a par la suite indiqué à la réunion de juin 2011 du Comité permanent sur le déminage qu'il ne doutait pas qu'il serait en mesure de déclarer officiellement qu'il s'acquittait pleinement de ses obligations au titre de l'article 5, bien avant la date butoir du 1<sup>er</sup> février 2016.

33. Le nouveau délai prescrit pour le Burundi arrive à échéance le 1<sup>er</sup> avril 2014. Après avoir annoncé qu'il s'était acquitté de ses obligations au titre de l'article 5 lors de la onzième Assemblée des États parties, le Burundi a indiqué qu'en décembre 2011, le Ministère de l'énergie et des mines avait demandé au Ministère de la sécurité publique de l'aider à répertorier des zones où la présence de mines antipersonnel et d'autres restes explosifs de guerre est soupçonnée dans les réserves naturelles autour des pylônes électriques. Le Burundi a également indiqué qu'en janvier 2012, le Ministère de l'énergie et des mines avait produit une liste de 163 zones où la présence de mines est soupçonnée et qu'il était prévu que des démineurs mènent une enquête non technique afin de confirmer ou d'infirmer les soupçons pesant sur ces zones, sous réserve de l'obtention d'un financement de la part du Groupe consultatif sur des mines. Le Burundi a indiqué qu'il restait déterminé à s'acquitter complètement de ses obligations avant la date butoir du 1<sup>er</sup> avril 2014.

34. Dans la demande de prolongation qu'elle a présentée en 2012, Chypre a indiqué qu'elle s'acquitterait de ses obligations concernant toutes les zones minées se trouvant sous son contrôle effectif avant l'expiration du délai le 1<sup>er</sup> juillet 2013. Chypre a également indiqué, s'agissant des zones se trouvant hors de son contrôle effectif, qu'elle «évaluerait à nouveau la situation et déterminerait si les choses ont suffisamment changé pour lui

<sup>7</sup> Ce résumé des progrès prévus pour l'Afghanistan est fondé sur les informations figurant dans la section 17 de la demande de prolongation présentée par l'Afghanistan en 2012.

permettre de détruire ou d'assurer la destruction de toutes les mines antipersonnel et d'évaluer précisément le temps requis pour cette destruction».

35. Pour l'Éthiopie, le délai prescrit arrive à expiration le 1<sup>er</sup> juin 2015. L'Éthiopie a indiqué que l'étude technique réalisée depuis 2007 a permis de confirmer qu'il restait 315 zones où la présence de mines était soupçonnée avec 5,9 km<sup>2</sup> de champs de mines confirmés. L'Éthiopie a fait savoir que des opérations de déminage seront nécessaires dans ces zones au moins jusqu'à la fin 2013. Le Gouvernement éthiopien a décidé de transférer au Ministère de la défense nationale les moyens et le mandat correspondant au programme de lutte antimines parce que les champs de mines restant à déminer sont dans des zones reculées situées surtout à la frontière avec la Somalie et seront plus facilement accessibles pour ce ministère. En outre, dans le contexte actuel de réduction des fonds affectés au déminage, ce ministère est mieux placé, pour les questions budgétaires, que le programme civil de lutte antimines.

36. Pour la Gambie, le délai arrive à expiration le 1<sup>er</sup> mars 2013. La Gambie a indiqué que la nature de la région frontalière était telle, s'agissant en particulier de la région jouxtant la frontière sud avec la région sénégalaise de Casamance touchée par un conflit armé depuis une vingtaine d'années, que les personnes franchissaient librement la frontière, dans un sens comme dans l'autre, s'exposant ainsi au danger que représentaient les mines terrestres, notamment dans la zone située en bordure du village gambien de Gillanfari, dans le district de Foni Bintang. La Gambie a également indiqué qu'elle continuait à collaborer avec ses partenaires pour sensibiliser les populations des zones touchées au danger des mines et disposait d'une équipe de déminage humanitaire qui était dotée de tous les moyens nécessaires et toujours prête à intervenir dans n'importe quelle situation d'urgence.

37. L'Allemagne a indiqué que la zone où la présence de mines antipersonnel était soupçonnée, qui comprenait autrefois la quasi-totalité de l'ancien site d'entraînement militaire de Wittstock (environ 144 km<sup>2</sup>), avait depuis été réduite, grâce à des recherches historiques, à 12 000 m<sup>2</sup>. Le site avait été utilisé par l'infanterie des forces armées de l'ex-Union soviétique et on ne pouvait donc pas écarter tout soupçon de présence de mines antipersonnel. L'Allemagne a fait savoir que la priorité était de procéder à une enquête technique dans la zone et que l'étude ne pourrait commencer que lorsque les infrastructures nécessaires (routes d'accès en situation d'urgence) auraient été mises en place. L'Allemagne a aussi indiqué qu'elle s'était engagée à achever l'enquête technique et, si nécessaire, à détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones suspectes dans le délai strictement nécessaire et qu'elle soumettrait un plan d'action avant la douzième Assemblée des États parties.

38. La Hongrie a signalé, à propos des zones situées le long de sa frontière avec la Croatie, dont on soupçonnait qu'elles contenaient des mines antipersonnel, que l'étude de l'ensemble de la zone où la présence de mines antipersonnel était soupçonnée avait été achevée et que ladite zone couvrait une superficie de 1 007 747 m<sup>2</sup>. La Hongrie a en outre fait savoir qu'elle avait créé une base de données sur les mines comprenant des informations détaillées sur les mines (y compris le nom du propriétaire) dans la zone, qu'un total de 350 signaux d'avertissement avaient été mis en place et que le déminage pourrait commencer dès qu'un appel d'offres international serait achevé. La Hongrie a indiqué qu'elle était sur le point de terminer tous les travaux dans le délai qu'elle avait précédemment notifié (le 31 août 2013).

39. Pour l'Iraq, le délai arrive à expiration le 1<sup>er</sup> février 2018. Dans des informations communiquées en mai 2009 au Comité permanent sur le déminage, l'Iraq a indiqué que la superficie polluée totale n'était toujours pas connue et a fait état de 3 673 zones où la présence de mines antipersonnel était soupçonnée ou dont on soupçonnait qu'elles étaient dangereuses. Dans des informations communiquées en mai 2012 au Comité permanent sur le déminage, l'Iraq a indiqué qu'une enquête non technique avait été lancée dans la

province de Thi-Qar parce qu'il y avait eu confirmation de l'existence de zones soupçonnées d'être dangereuses, identifiées grâce à une étude d'impact effectuée entre 2004 et 2006. L'Iraq a en outre fait savoir que le plan établi pour 2012 par le Ministère de l'environnement prévoyait aussi l'achèvement d'un projet d'enquête non technique réalisé dans les trois provinces méridionales sous la supervision du Centre régional sud de lutte antimines (Bassorah, Mayssan et Muthanna).

40. Pour la Serbie, le délai arrive à expiration le 1<sup>er</sup> mars 2014. La Serbie a indiqué en 2012 qu'il restait 10 zones où la présence de mines antipersonnel était avérée sur une superficie totale de 1 385 215 m<sup>2</sup> et 53 zones où la présence de mines antipersonnel était soupçonnée sur une superficie totale de 2 000 000 m<sup>2</sup>. La Serbie a ajouté que des zones où la présence de mines antipersonnel était soupçonnée feraient l'objet d'une étude le 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour confirmer ou infirmer la présence de mines. Elle a aussi fait savoir que, du fait des incertitudes pesant sur le financement, elle n'était pas en mesure de confirmer qu'elle achèverait l'application des dispositions pertinentes avant l'expiration de son délai fixé au 1<sup>er</sup> mars 2014.

41. Pour le Soudan, le délai arrive à expiration le 1<sup>er</sup> avril 2014. Dans des informations communiquées en mai 2012 au Comité permanent sur le déminage, le Soudan a indiqué qu'un total de 74 nouveaux dangers avaient été recensés en 2011 et qu'environ 294 dangers connus et signalés restaient à éliminer dans les deux années à venir. Le Soudan a aussi fait savoir que de nouveaux dangers pourraient être identifiés à mesure que de nouvelles zones seraient ouvertes pour nettoyage et étude, mais que leur nombre ne serait probablement pas élevé. Le Soudan a en outre indiqué que le nombre d'équipes de déminage opérant dans le pays était insuffisant pour achever la mise en œuvre avant la fin du délai fixée au 1<sup>er</sup> avril 2014 et qu'il demanderait une prolongation. Le Soudan a signalé que l'instabilité de la situation en matière de sécurité dans deux États (Nil Bleu et Sud Kordufan) empêchait le lancement des opérations dans ces zones.

42. Pour la Turquie, le délai arrive à expiration le 1<sup>er</sup> mars 2014. La Turquie a indiqué en 2012 qu'il restait 449 890 mines antipersonnel le long de sa frontière sud avec la Syrie et un total de 363 448 mines dans d'autres zones, situées pour la plupart le long de ses frontières avec l'Arménie, l'Iran et l'Iraq. La Turquie a en outre fait savoir que, dans le contexte du projet de déminage le long de sa frontière avec la Syrie, le dossier d'appel d'offres pour les activités de déminage dans la première région visée par les appels, la région s'étendant entre Cizre et Çobanbey sur 527 km, avait été établi avec 20 coentreprises invitées à participer au processus d'appel d'offres, et que la date d'achèvement de ces activités était fixée en 2016. La Turquie a aussi indiqué que le processus d'appel d'offres pour la deuxième région s'étendant entre Çobanbey et Denizgören sur 384 km, commencerait après la validation du contrat pour la première région et que la date prévue d'achèvement dans ce secteur était la fin 2016. La Turquie a aussi fait savoir qu'elle prévoyait de financer elle-même la majorité de ses activités de déminage, que le déminage le long de ses frontières avec l'Arménie et l'Iran serait partiellement financé par des sources de l'UE, et que les mines qui se trouvaient ailleurs que le long des frontières étaient enlevées par les forces armées turques en fonction des priorités arrêtées par celles-ci. La Turquie a en outre indiqué que les procédures législatives concernant la création d'une autorité nationale de lutte antimines et d'un centre de lutte antimines avaient été engagées par le Ministère de la défense nationale.

43. La onzième Assemblée a relevé que la Convention ne comporte aucune indication sur la façon de traiter les cas où des États parties n'ayant jamais rendu compte du respect des obligations visées à l'article 5 découvrent des zones minées jusque-là inconnues. Elle a en outre relevé la nécessité d'élaborer une procédure rationnelle applicable en pareille situation, qui soit bien ancrée dans l'objet et le but de la Convention et qui ne compromette pas les obligations juridiques de détruire dès que possible toutes les mines antipersonnel se

trouvant dans les zones minées. Dans ce contexte, l'Assemblée a demandé au Président de consulter, avec le concours du Comité de coordination, toutes les parties prenantes concernées en vue de mener une discussion constructive sur la question lors des réunions de mai 2012 des Comités permanents, l'objectif étant d'élaborer des recommandations à ce sujet, qui seront soumises à la douzième Assemblée des États parties, pour examen. [...]

44. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont rappelé la décision prise à la septième Assemblée des États parties d'établir un processus pour l'élaboration, la présentation et l'examen des demandes de prolongation des délais prévus à l'article 5, ont pris note de l'approche proposée par l'Unité d'appui à l'application pour aider les États parties intéressés à organiser le contenu de leur demande et ont exprimé l'avis que le processus de prolongation au titre de l'article 5 avait conduit à l'établissement d'un calendrier cohérent et prévisible pour la présentation, l'analyse et l'examen de ces demandes. À cet égard, il a été convenu, au Sommet de Carthagène, que les États parties qui avaient signalé l'existence de zones minées placées sous leur juridiction ou leur contrôle mais que des circonstances exceptionnelles contraignaient à demander une prolongation du délai de dix ans feraient part des circonstances exceptionnelles en jeu, en temps voulu, établiraient leur demande de prolongation conformément aux recommandations formulées par les États parties à leur septième Assemblée, et saisiraient l'occasion offerte de dialoguer sur un mode informel avec le groupe chargé d'analyser la demande de prolongation<sup>8</sup>.

45. Dans le rapport intérimaire de Phnom Penh les États parties ont rappelé l'importance que la présentation en temps opportun des demandes de prolongation de délai revêtait pour le bon fonctionnement global de la procédure de prolongation visée à l'article 5 et ont, dans ce contexte, recommandé à tous les États parties souhaitant présenter des demandes de le faire au plus tard le 31 mars de l'année au cours de laquelle la demande sera examinée (soit l'année précédant l'échéance du délai prescrit pour l'État partie). Depuis la onzième Assemblée des États parties, le Président a reçu des demandes émanant de l'Afghanistan (le 29 mars 2012), l'Angola (le 30 mars 2012), Chypre (le 30 avril 2012) et le Zimbabwe (le 30 mars 2012). Conformément aux décisions prises à la septième Assemblée des États parties, le Président a informé les États parties de la bonne réception de leurs demandes et a demandé à l'Unité d'appui à l'application de la Convention de mettre les textes de ces demandes à la disposition de toutes les parties intéressées sur le site Web de la Convention.

46. Conformément aux engagements pris au Sommet de Carthagène, le groupe mandaté pour analyser les demandes de prolongation a entamé un dialogue informel avec les représentants de chaque pays demandeur afin de mieux comprendre les motifs de ces demandes et de proposer des conseils et des suggestions aux États parties demandeurs. À la suite de ce processus de coopération, les États parties ont été priés de clarifier de nombreux points concernant leurs demandes et, pour deux d'entre eux (Afghanistan le 31 août 2012 et Zimbabwe le 25 octobre 2012), de soumettre des demandes révisées et améliorées.

47. Il a été noté qu'un État partie – la Gambie – dont le délai prescrit au titre de l'article 5 arrivait à échéance en 2013, n'avait pas soumis de demande de prolongation. Il a également été noté que trois États parties – le Soudan, le Tchad et la Turquie – dont les délais arrivaient à échéance en 2014, présenteraient une demande de prolongation en 2013. Il a en outre été noté que le délai prescrit arrivait à échéance en 2014 pour cinq autres États parties: Burundi, Congo, Mozambique, Serbie et Venezuela.

48. La onzième Assemblée des États parties a relevé que le processus concernant les demandes de prolongation des délais prescrits à l'article 5 imposait une lourde charge aux représentants des États parties chargés d'analyser les demandes et, dans ce contexte, elle a

---

<sup>8</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 21.

recommandé que les États parties chargés d'analyser les demandes en 2012 se penchent sur le processus en place en vue de cerner les moyens efficaces de garantir la qualité des demandes et des analyses élaborées et en vue de soumettre à la douzième Assemblée des États parties, pour examen, des recommandations à ce sujet. En septembre 2012, les États parties chargés d'analyser les demandes ont soumis leurs recommandations, pour examen, à la douzième Assemblée des États parties.

49. Afin de développer les connaissances et de renforcer les capacités des représentants des États parties chargés d'étudier les demandes de prolongation, l'Unité d'appui a organisé un atelier à leur intention le 30 mars 2012.

50. La onzième Assemblée a pris note avec satisfaction des mesures prises en application de la décision adoptée par la dixième Assemblée de prier le Comité de coordination d'organiser la semaine de réunions des Comités permanents pour 2011 de telle manière que les Coprésidents, les États parties et d'autres parties prenantes disposent d'un temps suffisant pour mettre à l'essai de nouvelles modalités de mise en œuvre du programme de travail intersessions qui permettraient d'axer plus fortement celui-ci sur les contextes nationaux ou de favoriser avec créativité les progrès dans l'application du Plan d'action de Carthagène. La onzième Assemblée a encouragé le Comité de coordination à envisager de prendre de semblables mesures en 2012. Donnant suite à ces demandes, les Coprésidents du Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux risques présentés par les mines et les techniques de lutte antimines, l'Indonésie et la Zambie, ont tenu des réunions dans le cadre de petits groupes pour débattre, de manière interactive, collégiale et approfondie, des progrès accomplis et du chemin restant à parcourir pour deux États parties (Bosnie-Herzégovine et Tchad) qui honorent les engagements pris dans les demandes de prolongation qu'ils avaient soumises au titre de l'article 5.

51. Comme cela a été indiqué, lors du Sommet de Carthagène, les États parties sont convenus d'utiliser, partout où cela était nécessaire et en tant que de besoin, toutes les méthodes disponibles pour appliquer complètement et rapidement le paragraphe 1 de l'article 5, en élaborant et en mettant en œuvre au niveau national des normes, politiques et procédures permettant la réouverture de terres par des moyens techniques et non techniques dont ils devront rendre compte et qui seront acceptables par les populations locales, y compris en associant les hommes et les femmes au processus d'acceptation<sup>9</sup>. Dans le cadre de son programme de réouverture des terres, le CIDHG a aidé, depuis la onzième Assemblée, le Cambodge, la Colombie, la Jordanie, le Mozambique, le Soudan du Sud et la Thaïlande à élaborer des politiques et des normes nationales de lutte antimines comportant des volets relatifs à la réouverture des terres à l'occupation et à l'exploitation par des moyens non techniques et techniques ou à améliorer les politiques et normes qui étaient déjà appliquées.

52. Comme cela a été indiqué, lors du Sommet de Carthagène, les États parties se sont engagés à prendre entièrement à leur compte, au niveau national, les obligations découlant de l'article 5, en élaborant, appliquant et révisant régulièrement des stratégies de lutte antimines et les politiques, plans, politiques budgétaires et cadres juridiques qui leur sont associés<sup>10</sup>. Depuis la onzième Assemblée, le CIDHG a aidé le Soudan du Sud à élaborer sa stratégie nationale de lutte antimines pour la période 2012-2016 en facilitant la tenue d'ateliers participatifs. Le CIDHG a aidé la République démocratique du Congo, notamment pour élaborer un plan de lutte antimines sur plusieurs années. À la demande de l'Unité d'appui, le CIDHG a aidé et conseillé le Tchad pour déterminer les zones où les dangers sont encore avérés ou soupçonnés, quantifier le problème eu égard à la localisation, vérifier ses données relatives à la contamination et actualiser sa base de données.

<sup>9</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 15.

<sup>10</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 16.

#### IV. Assistance aux victimes

53. Au Sommet de Carthagène, tout en prenant note des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de la Convention relatif à l'assistance aux victimes, les États parties se sont dits conscients du fait que les acquis les plus notables avaient été obtenus dans la réalisation des plans et des programmes, alors que l'on attendait surtout de la Convention des résultats concrets pour le quotidien des rescapés, des familles des personnes tuées ou blessées et de leur communauté<sup>11</sup>. Les États parties ont déclaré qu'il restait des obstacles persistants à surmonter pour faire en sorte que l'amélioration de la compréhension de l'assistance aux victimes débouche sur des améliorations concrètes dans la qualité de la vie quotidienne des victimes des mines terrestres. À cette fin, les États parties ont fait part de leur détermination à fournir aux victimes des mines une assistance adéquate adaptée à l'âge et au sexe, en mettant en œuvre à cet effet une approche globale et intégrée comprenant les soins médicaux d'urgence et les soins prolongés, la réadaptation physique, le soutien psychologique et la participation à la vie sociale et économique, conformément au droit international humanitaire et aux instruments relatifs aux droits de l'homme applicables, de façon à permettre à ces victimes de participer pleinement et effectivement à la vie sociale, culturelle, économique et politique de leur communauté<sup>12</sup>. Les États parties, et en particulier ceux qui ont la responsabilité et la charge du bien-être d'un nombre important de victimes de mines terrestres, sont également convenus de redoubler d'efforts et de faire le maximum pour faciliter la réalisation de progrès tangibles en mettant en œuvre 11 actions spécifiques d'assistance aux victimes définies dans le Plan d'action de Carthagène<sup>13</sup>. Depuis la onzième Assemblée, les États parties ont poursuivi leurs efforts en vue de respecter les engagements qu'ils avaient pris au Sommet de Carthagène.

54. Notant que les États parties étaient à peu près à mi-chemin entre le Sommet de Carthagène pour un monde sans mines et la troisième Conférence d'examen de la Convention qui se tiendra en 2014, les Coprésidents du Comité permanent sur l'assistance aux victimes, l'Algérie et la Croatie, ont souligné qu'il était possible en 2012 de préparer une évaluation à mi-parcours du Plan d'action de Carthagène. Cette évaluation à mi-parcours a été soumise par les Coprésidents à la douzième Assemblée sous la cote [...]. Un résumé des informations figurant dans cette évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du volet assistance aux victimes du Plan d'action de Carthagène est présenté ci-après.

55. Au Sommet de Carthagène, les États parties sont convenus de faire en sorte que les victimes des mines et les organisations qui les représentent, ainsi que les autres parties prenantes concernées, participent pleinement et effectivement aux activités d'assistance aux victimes<sup>14</sup>. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci-après ont indiqué qu'ils avaient fait certains progrès pour ce qui était de faire en sorte que des rescapés et d'autres personnes handicapées participent à l'élaboration de plans, cadres juridiques, politiques et autres processus pertinents: Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Éthiopie, Iraq, Jordanie, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Serbie, Soudan, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchad et Thaïlande.

56. S'agissant de ce qui a été fait pour assurer la participation pleine et effective des rescapés et d'autres personnes handicapées à l'élaboration de plans, cadres juridiques, politiques et autres processus pertinents, des exemples sont cités ci-après. Le Sénégal a fait état de la création d'un comité pour l'élaboration du plan national d'action pour l'assistance aux victimes avec la participation active et effective de l'Association sénégalaise de

<sup>11</sup> Examen du fonctionnement et de l'état de la Convention: 2005-2009, par. 112.

<sup>12</sup> Plan d'action de Carthagène, par. 12.

<sup>13</sup> Plan d'action de Carthagène, actions n<sup>os</sup> 23 à 33.

<sup>14</sup> Plan d'action de Carthagène, action n<sup>o</sup> 23.

victimes de mines ainsi que des ministères compétents et d'autres acteurs pertinents. La Colombie a indiqué qu'elle avait promulgué une législation pour que les rescapés de l'explosion de mines terrestres et d'autres REG participent aux travaux concernant l'élaboration de lignes directrices pour le plan d'action aux niveaux national et régional et à l'exécution de ce plan. Le Tadjikistan a indiqué, par le biais du Centre de lutte antimines appuyé par le PNUD, qu'il avait contribué à la création de deux organisations de rescapés dans le pays et avait renforcé leurs capacités, notamment au moyen de formations en langue et en informatique et de la fourniture d'équipements pour les technologies de l'information et d'autres équipements de bureau. La Croatie a indiqué que la participation active et permanente des rescapés de l'explosion de mines et d'autres REG avait été renforcée grâce à l'inclusion de cinq organisations non gouvernementales dans l'organisme national pour la coordination de l'assistance aux victimes de mines et aux personnes handicapées.

57. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé de renforcer la collaboration et la coopération entre les ministères compétents, les organisations de personnes handicapées, les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales afin d'assurer l'application d'une approche globale et intégrée pour aider les rescapés de l'explosion de mines, leur famille et leurs communautés<sup>15</sup>. Les États parties ci-après ont fait état de l'existence d'un organe de coordination interministériel/intersectoriel chargé d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques, plans et cadres juridiques nationaux pertinents: Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Iraq, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Serbie, Soudan, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchad et Thaïlande. Parmi les États parties qui ont fait savoir qu'ils avaient établi un mécanisme de coordination, plusieurs ont indiqué que le mécanisme de coordination pour l'assistance aux victimes était dirigé par l'entité nationale responsable des questions relatives aux personnes handicapées à laquelle la responsabilité de l'assistance aux victimes avait été déléguée. En pareil cas, cet organe national était chargé de tenir compte des efforts et obligations en matière d'assistance aux victimes lorsqu'il coordonnait, concevait les politiques, plans et programmes et en suivait l'exécution. Dans quelques cas, les États parties ont indiqué qu'ils avaient établi un mécanisme spécifique de coordination de l'assistance aux victimes, un sous-comité ou un groupe de travail, opérant sous la direction du Centre national de la lutte antimines, mais avec la participation active des ministères et autres entités pertinents.

58. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé de rassembler des données ventilées par âge et par sexe en vue d'élaborer et d'appliquer les politiques, plans et cadres juridiques nationaux appropriés, de suivre et d'évaluer leur mise en œuvre, notamment en appréciant les besoins et les priorités des victimes des mines et la disponibilité et la qualité des services pertinents, de mettre ces données à la disposition de toutes les parties prenantes concernées et de veiller à ce que les efforts accomplis permettent d'enrichir les systèmes nationaux de surveillance des préjudices provoqués par les mines et autres systèmes pertinents de collecte de données, qui sont mis à contribution dans le cadre de la planification des programmes<sup>16</sup>. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci-après ont fait état de certains progrès réalisés dans le renforcement de leur capacité à mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir pour protéger les droits des victimes de mines terrestres et répondre à leurs besoins: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Croatie, Éthiopie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Pérou, Sénégal, Serbie, Soudan et Tadjikistan. Les États parties ci-après ont fait état de progrès réalisés dans l'intégration des données sur l'assistance aux victimes assistance dans leur système national d'information sur la santé et/ou leur système de surveillance des traumatismes: Cambodge, Croatie, Éthiopie, Mozambique et Serbie.

<sup>15</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 24.

<sup>16</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 25.

59. Pour ce qui est des initiatives prises pour renforcer la collecte de données, les exemples suivants peuvent être cités: l'Éthiopie a indiqué qu'elle avait établi au sein du Ministère du travail et des affaires sociales une unité dans laquelle des analystes de données à plein temps sont chargés de rassembler et diffuser des données sur les personnes handicapées, y compris les rescapés de l'explosion de mines terrestres et d'autres REG, et sur les services disponibles dans le pays. Le Cambodge a fait savoir que le Ministère des affaires sociales, des vétérans et des jeunes s'employait à établir un système de gestion des patients, qui était notamment en mesure de comptabiliser le nombre de personnes handicapées, y compris les rescapés de l'explosion de mines terrestres et d'autres REG, qui ont bénéficié des services des centres de réadaptation physique. La Croatie a créé un groupe de travail chargé de mettre en œuvre l'Accord sur la coopération pour l'élaboration d'une base de données harmonisées et l'échange de données et le Protocole y annexé sur les méthodes d'enregistrement des victimes de mines et de munitions non explosées. En application de cet accord, toutes les institutions et organisations qui disposent d'informations sur les victimes de mines et de munitions non explosées les communiqueront à l'Institut national croate de santé publique en vue de la création d'une base de données harmonisées. L'Ouganda a établi des bulletins de recensement de la population et des logements qui seront distribués en 2013 pour saisir les données sur les personnes handicapées, y compris les rescapés de l'explosion de mines terrestres et d'autres REG.

60. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont rappelé qu'il était important d'élaborer, réexaminer et, au besoin, modifier la législation et les cadres politiques pour promouvoir les droits, l'accessibilité, les traitements médicaux de qualité, les soins de santé adéquats, la protection sociale et la non-discrimination pour tous les citoyens handicapés, dont les rescapés de l'explosion de mines terrestres et autres restes explosifs de guerre<sup>17</sup>. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci-après ont dit qu'ils avaient adopté une législation ou des politiques nationales visant à promouvoir et garantir les droits des personnes handicapées, dont les rescapés de l'explosion de mines: Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Érythrée, Éthiopie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Pérou, Sénégal, Soudan, Tadjikistan et Tchad. En outre, un État partie, l'Albanie, a indiqué qu'elle avait procédé à une évaluation de sa législation et de ses politiques nationales pour déterminer si elles répondaient effectivement aux besoins des personnes handicapées, dont les rescapés de l'explosion de mines terrestres, et protégeaient réellement leurs droits.

61. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé d'élaborer et mettre en œuvre, s'ils ne l'avaient pas encore fait, un plan d'action global, assorti d'un budget, qui réponde aux besoins des victimes des mines et leur permette d'exercer leurs droits fondamentaux, et qui énonce à cette fin des objectifs spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et soumis à un calendrier, en veillant à ce que ce plan s'inscrive dans des politiques, plans et cadres juridiques pertinents plus larges à l'échelon national<sup>18</sup>. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci-après ont dit qu'ils avaient établi une stratégie ou un plan d'action national pour protéger les droits des personnes handicapées, dont les rescapés de l'explosion de mines, et répondre à leurs besoins: Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, Croatie, Érythrée, Éthiopie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande et Yémen. Quatre d'entre eux ont indiqué qu'ils s'employaient à réviser leurs plans d'action nationaux: Afghanistan, Ouganda, Pérou et Tadjikistan. En outre, trois États parties ont signalé qu'ils avaient commencé à élaborer un nouveau plan: Iraq, Serbie et Soudan du Sud. Quelques États parties ont précisé si un

---

<sup>17</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 26.

<sup>18</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 27.



budget avait été établi pour mettre en œuvre le plan ou si des activités énumérées dans le plan allaient être intégrées dans les budgets et les plans de travail des ministères et organismes compétents.

62. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé qu'il fallait suivre et évaluer en permanence les progrès en matière d'assistance aux victimes dans le cadre des politiques, plans et cadres juridiques plus larges pour que les activités aient un impact réel sur la qualité de vie des victimes des mines et des autres personnes handicapées<sup>19</sup>. Sur les 20 États parties qui ont indiqué qu'ils avaient mis en place une politique ou un plan d'action national, ceux dont le nom suit ont fait savoir qu'un système de suivi avait parallèlement été établi pour permettre l'évaluation permanente des politiques, plans et cadres juridiques: Afghanistan, Albanie, Cambodge, Colombie, Mozambique, Ouganda, Soudan et Tadjikistan. Pour ce qui est des activités entreprises pour suivre les efforts faits pour répondre aux besoins des victimes des mines et leur permettre d'exercer leurs droits, les exemples ci-après peuvent être cités. Le Cambodge a fait savoir qu'il avait établi une unité pour le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans l'application du plan national et pour la présentation de rapports à ce sujet et avait adopté d'autres politiques et lois pertinentes. L'unité a examiné les efforts faits par le Cambodge pour appliquer son plan d'action national et a formulé des recommandations qui seront prises en compte pour élaborer la politique du pays en matière d'invalidité. L'Ouganda a mis au point un instrument de surveillance avec des indicateurs clairs, des points de comparaison et des objectifs en fonction desquels il est possible, de façon permanente, de mesurer et évaluer les résultats et de rendre compte des progrès réalisés.

63. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé de faire en sorte que les spécialistes de la santé, de la réadaptation, des services sociaux, de l'éducation, de l'emploi, des droits des femmes et des droits des handicapés et notamment des rescapés de l'explosion de mines et d'autres REG, notamment en favorisant l'inclusion de tels spécialistes dans leurs délégations<sup>20</sup>. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci-après ont inclus de tels spécialistes dans leurs délégations présentes aux réunions officielles tenues au titre de la Convention: Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, El Salvador, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Iraq, Jordanie, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Serbie, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande et Yémen. En outre, les États parties ci-après ont inclus dans leur délégation présente à la douzième Assemblée un expert de l'assistance aux victimes: [...]

64. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé de renforcer la prise en main à l'échelon national et d'élaborer et mettre en œuvre des plans de renforcement des capacités et de formation à l'intention des femmes, des hommes, des associations de victimes, d'autres organisations et des institutions nationales chargés de fournir des services et de mettre en œuvre les politiques, plans et cadres juridiques nationaux pertinents. Ils l'ont fait parce qu'ils étaient conscients que la prise en main à l'échelon national, une infrastructure adéquate et des ressources humaines, techniques et financières étaient essentielles pour assurer la viabilité à long terme des programmes et services et ont fait observer que la faible capacité à prendre en considération les questions relatives aux handicaps à tous les niveaux, notamment dans le secteur public et non public, avait été reconnue comme un obstacle important à la réalisation de progrès dans la protection des droits des rescapés et la satisfaction de leurs besoins. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci après ont indiqué qu'ils s'étaient efforcés de renforcer la prise en main à l'échelon national et d'accroître leurs capacités: Afghanistan, Albanie,

<sup>19</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 28.

<sup>20</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 29.

Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, Croatie, Éthiopie, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Tadjikistan et Thaïlande.

65. Pour ce qui est des activités menées pour renforcer les capacités, les exemples ci-après peuvent être cités. L'Albanie a fait état de l'établissement d'un programme de formation permanente du corps enseignant à l'université nationale afin de renforcer les capacités nationales en matière de réadaptation. Le Soudan a indiqué qu'une formation était dispensée aux ONG qui participaient à la fourniture de services d'assistance aux victimes. L'Ouganda a indiqué que des manuels de formation avaient été établis pour renforcer les capacités à divers niveaux de l'administration nationale. Pour ce qui est des activités menées pour renforcer la prise en main à l'échelon national, l'exemple suivant peut être cité: le Pérou a indiqué que le budget national avait été accru en 2012 pour exécuter des plans et programmes en faveur des personnes handicapées, y compris les rescapés de l'explosion de mines terrestres ou d'autres REG.

66. Au Sommet de Carthagène, les États parties ont décidé qu'il fallait mieux faire connaître aux victimes des mines leurs droits et les services dont elles peuvent disposer, et sensibiliser davantage les autorités publiques, les fournisseurs de services et le grand public de façon à les inciter à respecter les droits et la dignité des personnes handicapées, et notamment des rescapés de l'explosion de mines<sup>21</sup>. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ci-après ont indiqué qu'ils avaient mené des activités de sensibilisation à l'échelon national: Afghanistan, Albanie, Burundi, Cambodge, Colombie, Croatie, Éthiopie, Iraq, Jordanie, Mozambique, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Serbie, Soudan, Tadjikistan et Thaïlande. Les exemples suivants d'activités de sensibilisation peuvent être cités. La Bosnie-Herzégovine a indiqué qu'elle avait créé un portail Web sur l'assistance aux victimes pour diffuser des informations sur les droits et les services disponibles. Le Cambodge a fait savoir qu'il avait lancé des campagnes d'éducation en utilisant divers types de médias, dont les affiches, la télévision et la radio. La Colombie a indiqué qu'elle avait organisé des cours sur les droits des rescapés de l'explosion de mines terrestres et d'autres REG dans les zones touchées. Le Soudan a organisé une série d'ateliers à l'échelle du pays pour faire mieux connaître la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

67. Depuis le Sommet de Carthagène, les États parties ont fait état de diverses difficultés, dont les suivantes, rencontrées pour appliquer le Plan d'action de Carthagène: l'accès aux zones reculées et aux zones rurales pour y mener des activités ou y fournir des services reste difficile dans de nombreux pays touchés par le problème des mines. Dans nombre de cas, l'infrastructure physique est limitée. Souvent, les ressources techniques, financières et humaines sont insuffisantes ou limitées. Souvent, la volonté ou la capacité sont insuffisantes pour traiter les questions d'invalidité au sein des secteurs gouvernemental et non gouvernemental. Les méthodes disponibles pour évaluer les plans et les services ainsi que pour suivre l'exécution des plans et la fourniture des services restent insuffisantes. La question du handicap continue à être considérée comme relevant de la charité et non comme une question liée aux droits de l'homme dans les ministères compétents. En outre, malgré la création d'un mécanisme national de coordination, la collaboration effective entre les ministères compétents et les autres acteurs clefs du secteur des invalidités reste limitée.

68. Lorsqu'ils ont examiné les progrès réalisés à mi-parcours dans l'exécution du Plan d'action de Carthagène, les États parties ont fait observer que de nouveaux progrès étaient anticipés, dans la période précédant la tenue de la troisième Conférence d'examen, dans divers domaines dont les suivants: l'élaboration de directives nationales sur les possibilités d'accès des personnes handicapées; les efforts de renforcement de la sensibilisation; les moyens nationaux en matière de réadaptation physique; le suivi et l'évaluation des

---

<sup>21</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 32.

politiques nationales en matière d'invalidité; et, l'inclusion de la catégorie «rescapés de l'explosion de mines terrestres» dans le recensement national. Les objectifs articulés par les États parties touchés sont énoncés dans l'évaluation à mi-parcours de l'application des dispositions relatives à l'assistance aux victimes (document n° ...).

69. En 2012, en marge à la fois des réunions des comités permanents tenues en mai et de la douzième Assemblée tenue en décembre, les Coprésidents, avec l'aide de l'Unité d'appui à l'application de la Convention et en collaboration avec la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres et le CICR, ont organisé des programmes parallèles à l'intention des experts de l'assistance aux victimes. L'objectif de ces programmes était d'intensifier les efforts nationaux visant à coordonner et suivre l'exécution des plans nationaux. L'appui financier nécessaire pour organiser le programme parallèle de la douzième Assemblée a été fourni par la Suisse. Il a permis d'assurer l'interprétation en anglais, arabe, français et espagnol et la participation d'un expert international qui a dirigé une session de formation sur le suivi et l'évaluation des plans d'action nationaux en faveur des personnes handicapées.

70. Au Sommet de Carthage, il a été reconnu que l'une des évolutions clefs en matière d'assistance aux victimes avait été l'entrée en vigueur de la Convention de 2006 relative aux droits des personnes handicapées qui constitue une nouvelle norme relative aux droits de l'homme applicable aux personnes handicapées. Il a été reconnu qu'en indiquant de manière globale les éléments propres à favoriser la participation et l'intégration pleine et effective des personnes handicapées, dont les rescapés de l'explosion de mines, dans la vie sociale, culturelle, économique et politique de leur communauté, cette Convention établit une nouvelle norme en fonction de laquelle les efforts d'assistance aux victimes peuvent être mesurés. Au Sommet de Carthage, les États parties ont rappelé les liens entre cette Convention et l'assistance aux victimes, en particulier les six composantes de cette assistance, et ont reconnu que ladite Convention pouvait être utilisée par tous les États comme cadre pour assumer leurs responsabilités à l'égard des rescapés d'accidents causés par des mines et de leur famille. À la date d'établissement du présent document, 100 États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel ont ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées, dont 15 qui ont indiqué qu'ils avaient à leur charge un nombre considérable de rescapés de l'explosion de mines terrestres: Bosnie-Herzégovine, Colombie, Croatie, El Salvador, Éthiopie, Jordanie, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Pérou, Sénégal, Serbie, Soudan, Thaïlande et Yémen.

71. Comme indiqué précédemment, la onzième Assemblée a pris note avec satisfaction des mesures prises en application de la décision de la dixième Assemblée de prier le Comité de coordination d'organiser la semaine de réunions des Comités permanents pour 2011 de telle manière que les Coprésidents, les États parties et d'autres parties prenantes disposent d'un temps suffisant pour mettre à l'essai de nouvelles modalités de mise en œuvre du programme de travail intersessions qui permettraient de l'axer beaucoup plus sur les contextes nationaux ou de favoriser avec créativité la réalisation de progrès dans l'application du Plan d'action de Carthage. La onzième Assemblée a encouragé le Comité de coordination à envisager de prendre de semblables mesures en 2012. Donnant suite à ces décisions, les Coprésidents du Comité permanent sur l'assistance aux victimes se sont réunis en petits groupes pour débattre, de manière interactive, collégiale et approfondie, des progrès accomplis et du chemin restant à parcourir pour deux États parties (Iraq et République démocratique du Congo) qui ont déclaré avoir la responsabilité d'un nombre important de rescapés de l'explosion de mines terrestres.

72. Comme indiqué précédemment, au Sommet de Carthage, les États parties ont décidé de collecter toutes les données requises, différenciées par sexe et par âge, en vue d'élaborer et d'appliquer les politiques, plans et cadres juridiques nationaux appropriés, de suivre et d'évaluer leur mise en œuvre, notamment en appréciant les besoins et les priorités

des victimes des mines et la disponibilité et la qualité des services pertinents, de mettre ces données à la disposition de toutes les parties prenantes concernées et de veiller à ce que les efforts accomplis permettent d'enrichir les systèmes nationaux de surveillance des préjudices provoqués par les mines et autres systèmes pertinents de collecte de données, qui sont mis à contribution dans le cadre de la planification des programmes<sup>22</sup>. Depuis la onzième Assemblée, le CIDHG et le Centre for International Stabilization and Recovery (CISR) de la James Madison University ont lancé une étude concernant les systèmes d'information sur les accidents et les victimes pour aider à faire mieux comprendre comment les données relatives aux victimes sont recueillies, rassemblées et analysées et comment elles sont utilisées pour communiquer les informations nécessaires pour les opérations de lutte antimines. Des enseignements pourront être tirés de cette étude par les États parties qui souhaitent améliorer leurs pratiques et systèmes de gestion de l'information pour la coordination, le suivi et l'évaluation de leurs plans d'action établis pour l'assistance aux victimes. L'étude peut aussi être utile pour déterminer les moyens de faire de ces systèmes une plate-forme qui servira à établir des programmes nationaux plus larges en faveur des personnes handicapées.

---

---

<sup>22</sup> Plan d'action de Carthagène, action n° 25.